**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU
CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2025**

Le vingt-cinq juin deux mille vingt-cinq à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué le dix-neuf juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire à la mairie sous la présidence de Monsieur Michel LAHUEC, Maire.

Etaient présents : M.M. Michel LAHUEC, Marie-France HELIAS, Marcel STEPHAN, Yannick CONNAN, Gilberte LE NAOUR, René GLO, Gilbert LE QUINTREC, Nicole LAHUEC, Olivier VEZZETTO, Catherine MERIAS, Gaël THOMAS, Bertrand-Michel DO MARCOLINO, Isabelle QUERE, Stéphane LEMETAYER, Soazig LOUEDEC, Stéphanie LE GOFF, Rozenn PERON.

Absents excusés : Silvia JAMBON représentée par Isabelle QUERE
Marie-Andrée MARTIN BLAS représentée par Gilberte LE NAOUR

Secrétaire de séance : Stéphane LEMETAYER

1 - APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE PRECEDENTE

Le compte-rendu de la séance du 15 mai 2025 est approuvé à l'unanimité.

2 – COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA CCPF DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral AP n°2019276-0007 en date du 3 octobre 2019 fixant la composition du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Fouesnantais ;

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté communes du Pays Fouesnantais, actuellement de 36 membres, sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
 - être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
 - chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
 - aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
 - la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées

au plus tard le 31 août 2025 par la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

- à défaut d'un tel accord constaté par le Préfet au 31 août 2025, selon la procédure légale [*droit commun*], le Préfet fixera à trente sièges, le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale.

Monsieur le Maire indique au conseil municipal que le bureau de la Communauté de Communes propose de conclure, entre les communes membres de la communauté un accord local, maintenant à **TRENTE SEPT** le nombre de sièges du conseil communautaire, réparti, conformément aux principes énoncés au 2°) du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Nom des communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
<i>FOUESNANT</i>	10 204	11
<i>BENODET</i>	3 878	5
<i>SAINT-EVARZEC</i>	3 491	5
<i>FORET-FOUESNANT</i>	3 485	5
<i>PLEUVEN</i>	3 298	4
<i>GOUESNACH</i>	2 765	4
<i>CLOHARS-FOUESNANT</i>	2 152	3
TOTAL	29 273	37

La seule évolution concerne la commune de Fouesnant, qui obtient un siège supplémentaire.

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Fouesnantais.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE de fixer, à TRENTE SEPT le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Fouesnantais, réparti comme suit :

Nom des communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
<i>FOUESNANT</i>	10 204	11
<i>BENODET</i>	3 878	5
<i>SAINT-EVARZEC</i>	3 491	5
<i>FORET-FOUESNANT</i>	3 485	5
<i>PLEUVEN</i>	3 298	4
<i>GOUESNACH</i>	2 765	4
<i>CLOHARS-FOUESNANT</i>	2 152	3
TOTAL	29 273	37

AUTORISE le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3 – DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES TRAVAUX DE VOIRIE 2025

Le Maire propose au Conseil Municipal de valider les travaux de voirie 2025 pour lesquels une subvention est demandée au Conseil Départemental au titre du Pacte Finistère, volet 1.

Les travaux sont prévus route de Kergarrec-Nevez, (chaussidou), route de Moustierlin (réalisation de chicanes) et au cimetière (allée et espaces inter-tombes).

Le montant estimé des travaux s'élève à 100 000 € H.T (120 000 TTC).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

VALIDE les travaux de voirie présentés ci-dessus.

VALIDE la demande de subvention auprès du Conseil Départemental au titre du Pacte Finistère, volet 1.

4 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCORDE les subventions comme indiqué ci-dessous.

ASSOCIATION	Subvention 2025
Amicale des retraités de Clohars Fouesnant	700 €
Anciens combattants du Pays Fouesnantais	170 €
APE	4 500 €
Association d'Accompagnements aux Victimes de Violences Intra-Familiales	100 €
Association des Jeunes Sapeurs-Pompiers de Pont-L'Abbé	100 €
Association Prévention routière	100 €
Bibliothèque Clohars-Fouesnant	2 500 €
Clo'Art au bout des doigts	300 €
Clohars Fouesnant Football Corpo	600 €
Dans Tro CF	500 €
Eau et rivières de Bretagne	50 €
Enfance et Partage Comité de Quimper	150 €
Espoir Clohars-Fouesnant	3 000 € *
FNACA	400 €
Groupement mamalogique breton	100 €
Handisport de Cornouaille	100 €
Les Nageurs Bigoudens	30 €
Musik Europa Breizh	800 €
Rando Clohars-Fouesnant	350 €
Rugby club concarnois	30 €
Secours Populaire	250 €
Secours Catholique	250 €
Solidarité Paysans	100 €
SOURDINE Association des Malentendants du Finistère	100 €
T'es Cap	250 €
Union Laïque Athlétique Cornouaille Pays Fouesnantais	300 €

* Monsieur Yannick CONNAN précise que l'association Espoir Clohars-Fouesnant percevra immédiatement 50% de la subvention votée, le solde sera versé lorsque l'association aura réparé la barrière endommagée en 2024.

5 - MARCHE POUR LA FOURNITURE DE REPAS AU RESTAURANT SCOLAIRE

Un appel d'offres en procédure adaptée selon l'article 28 du code des marchés public a été lancé pour la fourniture de repas en liaison chaude et la mise à disposition d'un salarié pour le restaurant scolaire.

Ce marché annuel est reconductible 1 fois.

Monsieur le Maire propose de retenir l'offre de la société Ateliers de Cornouaille dont les tarifs sont les suivants pour l'année scolaire 2025-2026 :

Prix unitaire d'un repas en liaison chaude : 3,55 H.T
Prestation de service (mise à disposition de personnel) : 1,25 H.T
Prix total par repas : 4,80 H.T

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,

DE RETENIR l'offre des Ateliers de Cornouaille présentée ci-dessus.

D'AUTORISER le Maire à signer les documents relatifs à ce marché.

6 - TARIFS DES SERVICES PERISCOLAIRES

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, vote les tarifs suivants à compter du 1^{er} septembre 2025 :

Restaurant scolaire	Tarifs
1 ^{er} et 2 ^{ème} enfant	3,80 €
Famille de 3 enfants	3,30 €
Enfant bénéficiaire d'un PAI lié à des contraintes alimentaires, fournissant son repas	1 €
Adultes	5,30 €

Garderie périscolaire	Tarifs
Le matin et le soir jusqu'à 18h30	2,55 €
Le matin	1,35 €
Le soir jusqu'à 18h30	1,60 €
Le soir de 18h30 à 18h45	2,35 €
Le vendredi de 15h15 à 16h30	1,35 €

A la demande de Monsieur Yannick CONNAN, une tarification au quotient familial sera étudiée en septembre.

7 – CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS COMMUNAUX A L'EURL CELA 7 POUR DES ACTIVITES DE LOISIRS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,

D'AUTORISER l'entreprise CELA7 à utiliser les parcelles B329, B334, B338, B345 et B346 appartenant à la commune, pour la pratique d'activités de pleine nature.

D'AUTORISER le Maire à signer les 2 conventions s'y rapportant pour une durée de 3 ans.

8 - VOIRIE MENANT AU CLOS DE TY GLAS - CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE LA PARCELLE 1585

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération du 28 mars 2024, décidant d'intégrer la voirie menant au Clos de Ty Glas dans la voirie communale.

Une petite parcelle de 2 m² faisant partie de cette voirie, cadastrée en section A n°1585, n'avait pas été prise en compte lors de l'intégration.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,

DE CLASSER dans le domaine public la parcelle cadastrée en section A n°1585 faisant partie de la voirie menant au Clos de Ty Glas, pour une surface totale de 2 m². L'intégration de cette parcelle ne modifie pas la longueur de voirie mentionnée dans la délibération initiale (460 mètres).

D'AUTORISER le Maire à signer les documents nécessaires à la réalisation de l'opération.

9 - CONVENTION DE MANDAT POUR LA LOCATION DU GITE DE BEG AR VIR

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de reconduire pour 2026 la gestion de la location du gîte « la maison du passeur » à Beg ar Vir, par la société Gîtes de France via une convention de mandat de commercialisation.

Les principales missions de la société Gîtes de France sont les suivantes : publicité du gîte, suivi des dossiers de demande de location et des contrats de location, encaissement pour le compte de la commune des loyers dont le montant est fixé par délibération du conseil municipal.

La société Gîtes de France reversera l'intégralité des loyers encaissés à la commune de Clohars-Fouesnant et percevra les honoraires de gestion au taux de 10% TTC (8,33% HT) du montant des loyers hors suppléments.

Cette convention prendra effet le 1^{er} janvier 2026 et expirera le 29 janvier 2027.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,

DE VALIDER la convention de mandat de commercialisation annexée à la présente délibération.

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention.

10 – DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE

Question ajournée

11 - INFORMATIONS DIVERSES

- Kermesse de l'école samedi 28/06
- Les mardis de clohars du 15/07 au 19/08
- Salon des arts à ti chan à compter du 23/07
- Exposition André Kergoat, céramiste, à ti chan en septembre.

La séance est levée à 21 heures 47.